

4 Francs

LE QUOTIDIEN

DIRECTEUR : PHILIPPE TESSON

N° 4 539 - VENDREDI 17 JUIN 1994

RWANDA : IL FAUT Y ALLER !

- Devant l'ampleur des massacres perpétrés depuis deux mois, une intervention internationale s'impose, la France dut-elle en assumer seule la responsabilité.
- Hier, Alain Juppé a déclaré que Paris était disposé à une telle intervention, avec ses principaux partenaires européens et africains.

Lire pages 2 et 3

Combien de temps encore les journaux télévisés nous offriront-ils quotidiennement ces images horribles de boucherie humaine ? Faudra-t-il attendre qu'il n'y ait plus un enfant vivant au Rwanda pour qu'on change de sujet d'émotion ?

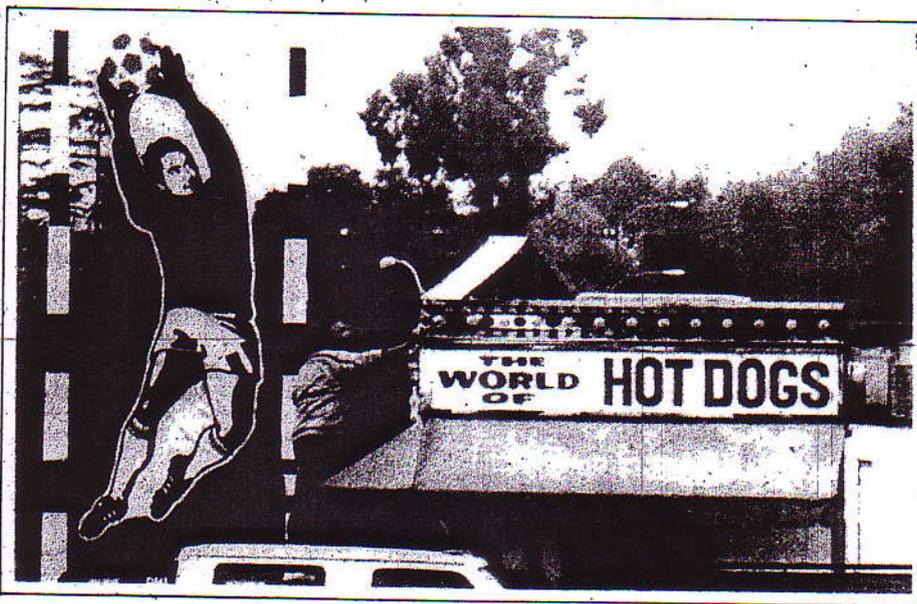
Combien de temps les diplomates de la planète feindront-ils de croire à la possibilité d'un règlement politique qui ne passerait pas par l'envoi préalable d'une force ? Croit-elle au miracle, croit-elle que le temps joue pour la paix, la « communauté internationale », puisqu'il faut appeler ainsi ce ramassis d'intérêts contradictoires et de lâchetés ?

La France a enfin parlé d'une voix qui n'est pas vide. Un peu tard, il est vrai, mais on sait gré au ministre des Affaires étrangères d'avoir avancé une proposition qui aille, semble-t-il, au-delà de la bonne intention. Encore faut-il que les actes vérifient rapidement la promesse. On en doute un peu. Dans la justification « humanitaire » qu'invoque Alain Juppé, on sent de la prudence. Quant à l'invitation qu'il lance aux partenaires européens et africains de la France à s'associer à une éventuelle intervention, elle ouvre un nouveau processus de palabres qui risquent d'aboutir à un résultat minimal. Comme on aurait aimé entendre l'écho d'un engagement déterminé, au mépris de tout scrupule diplomatique et de toute sagesse politique, cette sagesse qui fait craindre à Alain Juppé qu'une opération militaire française n'apparaisse « contestable ».

Contestable au nom de quoi ? De la morale, quand il s'agit de centaines de milliers de vies humaines ? Du droit, alors qu'il faut sauver un pays de l'anarchie, et que la « communauté internationale » laisse partout le crime baloyer le droit ? De l'intérêt politique ? Lequel ? Où est l'intérêt politique de la France ? Dans la complicité avec la lâcheté des Etats ou dans un sursaut de dignité que confusément attendent les peuples du monde entier ? Où est le risque, puisque selon Alain Juppé il n'est pas « tellement militaire » ? Prendra-t-on plus de gants pour remplir un devoir moral élémentaire et impérieux qu'on en a pris pour défendre des intérêts économiques lors de la guerre du Golfe ?

La France vient d'ouvrir une voie courageuse. Elle se doit de la poursuivre sans défaillance et sans complexes, jusqu'à son terme.

Philippe TESSON



Le football à la conquête du Nouveau Monde

■ Diana Ross lancera ce soir à Chicago la cérémonie d'ouverture de la phase finale de la 15^e Coupe du monde de football, et c'est Bill Clinton qui donnera le coup d'envoi d'Allemagne-Bolivie, le premier des 52 matches de la compétition. Mais pour le ballon rond, il s'agira avant tout de s'ouvrir les portes d'un pays où le football se joue, jusqu'à présent, avec les mains et un ballon ovale.

PAGE 9

Sida L'affaire du sang contaminé aux assises ?

■ Dans ses conclusions devant la chambre criminelle de la Cour de cassation, l'avocat général Perfetti a pris le contre-pied des positions adoptées jusqu'ici par la justice dans l'affaire du sang contaminé. Selon le magistrat, en effet, il ne s'agit pas d'une simple affaire de tromperie, mais bien d'un crime d'empoisonnement passible de la cour d'assises.

PAGE 7

Ecole Les objectifs du « nouveau contrat »

■ Le Premier ministre a rendu public hier ce qui a été retenu des cent cinquante-cinq propositions Bayrou. Les aspects législatifs et budgétaires du dispositif seront soumis au Parlement à l'automne. Entre l'immobilisme et le bouleversement, le tempo choisi est celui de la « progression continue ».

PAGE 6

Yann Piat Le vrai tueur est passé aux aveux

■ Les exécutants du meurtre du député du Var ont été victimes du « coup de filet » lancé mercredi dans le milieu de Hyères. Reste à connaître leurs commanditaires. Hier soir, la police écartait prudemment tout lien avec les affaires politiques et financières mises à jour ces derniers mois dans le Var.

Conjoncture La reprise fait un tour de chauffe

■ Les optimistes attendaient 1 % de croissance du produit intérieur brut au premier trimestre. Ils devront se contenter de la moitié, en raison de l'atonie de la consommation. Le ministère de l'Economie n'en estime pas moins la reprise lancée, contredisant les analyses patronales qui attendent des signes plus tangibles pour s'en féliciter.